

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**Décret n° 2001-380 du 27 novembre 2001
portant changement de dénomination et
réorganisation de la Chambre de
Commerce, d'Industrie et des Mines du
Cameroun**

Le Président de la République,

Vu la Constitution;
Vu la loi n°2001-16 du 23 juillet 2001 fixant
le statut des Chambres consulaires;
Vu le décret n°97-205 du 7 décembre 1997
portant organisation du Gouvernement
modifié et complété par le décret n° 98-67 du
28 avril 1998;

Décrète :

Titre I**Dispositions Générales**

Article premier.- Le présent décret porte
changement de dénomination et
réorganisation de la Chambre de Commerce,
d'Industrie, des Mines du Cameroun.

Art. 2.- La Chambre de Commerce,
d'Industrie, des Mines du Cameroun prend, à
compter de la date de signature du présent
décret la dénomination de Chambre de
Commerce, d'Industrie, des Mines et de
l'Artisanat, en abrégé "CCIMA ", ci-après
désignée la "Chambre".

Art. 3.- (1) La Chambre est un établissement
public, doté de la personnalité juridique et de
l'autonomie financière.

(2) La Chambre est placée sous la
tutelle du Ministre chargé du commerce.

(3) Son siège est fixé à Douala.

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

**Decree No. 2001/380 of 27 November
2001: change of name and
reorganization of the Cameroon
Chamber of Commerce, Industry
and Mines**

The President of the Republic,

Mindful of the Constitution;
Mindful of Law No. 2001-16 of 23 July 2001
to lay down the rules and regulations
governing Trade Chambers;
Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December
1997 to organize the Government, as
amended and supplemented by Decree No.
98-67 of 27 April 1998;

Hereby decrees as follows:

Part I**General Provisions**

1. This decree changes the name of, and
reorganizes, the Cameroon Chamber of
Commerce, Industry and Mines.

2. The Cameroon Chamber of Commerce,
Industry and Mines shall, with effect from
the date of signature of this decree, be known
as the Chamber of Commerce, Industry,
Mines and Crafts, abbreviated to "CCIMA",
hereinafter referred to as the "Chamber".

3. (1) The Chamber shall be a public
establishment with legal personality and
financial autonomy.

(2) The Chamber shall be placed under
the supervisory authority of the Minister in
charge of Trade.

(3) It shall be headquartered in
Douala.

Titre II**Des missions de la Chambre**

Art. 4.- (1) La Chambre assume des missions d'intérêt professionnel et des missions de service public.

(2) Elle est chargée de représenter et de défendre les intérêts de ses ressortissants auprès des pouvoirs publics.

(3) Elle assure, outre des missions spécifiques, des missions de consultation, de promotion économique et de formation professionnelle.

Art. 5.- La Chambre joue auprès des pouvoirs publics, le rôle d'organe consultatif et représentatif des intérêts commerciaux, industriels, artisanaux, miniers et des prestataires de services.

Chapitre I**Des missions de consultation**

Art. 6.- (1) La Chambre est consultée:

- sur les projets de lois et de textes réglementaires relatifs aux activités commerciale, industrielle, minière, artisanale et de prestations de services;

- sur la création, la réglementation, le fonctionnement ou la suppression des bourses de valeur et de commerce, de courtiers maritimes, de magasins généraux, de salles de ventes publiques de marchandises neuves en gros;

- sur les ventes publiques à l'encan ou aux enchères de marchandises tombées en rebut;

- sur toutes questions de sa compétence en matière commerciale, industrielle, artisanale, minière et de prestation de service.

(2) La Chambre exerce des missions de consultation en Assemblée plénière et/ou par l'intermédiaire de son Bureau exécutif

Part II**Duties of the Chamber**

4. (1) The Chamber shall carry out professional as well as public service duties.

(2) It shall represent its members and defend their interests before the public authorities.

(3) In addition to its specific duties, it shall undertake consultancy, business promotion and vocational training.

5. Before the public authorities, the Chamber shall act as a consultative and representative body for commercial, industrial, craft, mining and service activities.

Chapter I**Consultancy**

6. (1) The Chamber shall be consulted on:

- bills and draft regulations governing commercial, industrial, mining, crafts and service provision activities;

- the setting up, regulation, functioning or closure of stock and produce exchanges, ship brokers, bonded warehouses, public (whole) salerooms;

- public auction of scrapped goods;

- any issue under its jurisdiction, relating to commercial, industrial, mining, handicraft and service provision matters.

(2) The Chamber shall undertake consultancy during the plenary meeting and/or through its Executive Bureau.

Art. 7.- (1) Lorsqu'elle est saisie pour consultation sur une question donnée, la Chambre dispose d'un délai maximum de quarante cinq (45) jours à compter de la date de réception de ladite demande pour donner son avis.

Toutefois et en cas d'urgence, sauf lorsqu'il s'agit de questions touchant à la réforme du régime du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, des mines et des prestations de service, l'autorité qui sollicite l'avis peut ramener le délai de réponse à quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande d'avis.

(2) Faute pour la Chambre de se prononcer dans le délai prévu à l'alinéa (1) ci-dessus, la procédure peut suivre son cours normal.

Art. 8.- La Chambre effectue des enquêtes économiques soit à la demande du Gouvernement, soit de sa propre initiative.

Art. 9.- D'une manière générale, la Chambre émet un avis sur toutes les questions importantes intéressant l'économie nationale. Elle peut en outre, de sa propre initiative, émettre des vœux aux autorités compétentes sur toutes les questions relevant de sa compétence.

Chapitre II

Des missions de promotion économique

Art. 10.- La Chambre présente trimestriellement des études sur la situation économique du pays et les moyens d'en accroître la prospérité. A ce titre, elle établit les statistiques relevant de sa compétence et étudie notamment les conditions de production, de commercialisation, d'importation ou d'exportation en vue de leur amélioration.

En outre, elle:

- délivre les documents commerciaux et professionnels de sa compétence, notamment les cartes d'opérateurs économiques et le certificat d'origine des

7. (1) Where the Chamber is consulted on a specific matter, it shall have 45 (forty-five) days, with effect from the date of receipt of the said request, within which to give its opinion.

However, in case of emergency, save where the issue raised entails a review of the commercial, industrial, craft, mining and service provision regime, the requesting authority may shorten the time-limit for an opinion to 15 (fifteen) days with effect from the date of reception of its request.

(2) Where the Chamber fails to reply within the period provided for in (1) above, the procedure may follow its normal course.

8. The Chamber shall conduct economic surveys, either at the request of Government or on its own initiative.

9. In general, the Chamber shall give its opinion on all important matters concerning the national economy. Furthermore, it may, on its own initiative, express opinions to the appropriate authorities on all matters within its jurisdiction.

Chapter II

Business Promotion

10. The Chamber shall present on a quarterly basis, studies on the economic situation of the country and means to increase its prosperity. To this end, it shall draw up statistics within its jurisdiction and shall especially study production, marketing, import and export conditions with a view to improving them.

In addition, it shall:

- issue commercial and professional documents falling within its cognizance, including business operators' cards, certificates of origin of goods for export,

marchandises à l'exportation, sauf dispositions spécifiques contraires liées notamment aux obligations internationales contractées par le Cameroun;

- organise des foires expositions nationales, des kermesses économiques, des semaines ou quinzaines commerciales;

- participe aux foires expositions et autres manifestations commerciales internationales, en liaison avec les autres organismes de promotion économique et les administrations publiques concernées;

- participe aux réunions et missions à caractère commercial et économique à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notamment lorsque les questions à débattre concernent son secteur d'activité ou à la demande du Gouvernement;

- tient à la disposition des professionnels et du public toute information utile et apporte, à l'ensemble des ressortissants une assistance technique permanente;

- reçoit des autorités judiciaires compétentes, notification de toute immatriculation au registre du Commerce et du Crédit Mobilier, toute inscription modificative et faillite de sociétés commerciales.

Chapitre III

Des missions de formation professionnelle

Art. 11.- La Chambre assure la formation, le recyclage et le perfectionnement des travailleurs des secteurs relevant de sa compétence par l'organisation des cours de promotion sociale ou professionnelle et des séminaires.

Art. 12.- La Chambre participe, en collaboration avec les établissements de formation concernés, à la formation et au recyclage de ses ressortissants.

except otherwise specifically provided, notably under Cameroon's international obligations.

- organize national exhibitions, trade fairs and business weeks;

- participate at trade exhibitions and other international trade events in collaboration with the other economic promotion bodies and government services concerned;

- participate at meetings and missions of a commercial and economic nature at home and abroad, especially those whose agenda concern its area of activity, or at the request of the Government;

- make available to professionals and to the public, any useful information, and permanently provide technical assistance to all its members;

- receive from the appropriate legal authorities, notice of any registration in the Trade and Personal Property Credit Register, any change in company status and bankruptcy of commercial companies.

Chapter III

Vocational Training

11. The Chamber shall provide training, retraining and further training to workers of sectors within its ambit, by organizing social or vocational advancement courses and seminars.

12. The Chamber shall, in collaboration with the training institutions concerned, provide training and refresher courses to its members.

Chapitre IV**Des missions spécifiques**

Art. 13.- (1) La Chambre peut fonder, acquérir, administrer et donner à bail conformément aux clauses et conditions générales des cahiers des charges, des établissements ou entreprises à usage de commerce, notamment des magasins généraux, des salles de ventes publiques, des écoles de commerce, des bureaux de conditionnement ou toutes autres installations.

(2) La Chambre peut recevoir, acquérir et assurer la gestion des établissements analogues, à la demande de leur fondateur et suivant les modalités fixées d'accord parties.

(3) Les règlements et tarifs appliqués aux entreprises ou établissements prévus ci-dessus sont fixés dans les conditions de droit commun.

Art. 14.- (1) La Chambre est chargée:

- de la gestion des centres d'information économique, commerciale et technologique;

- de la gestion des centres de formalités des entreprises et de l'administration des centres de gestion agréés;

- de la gestion de ses magasins situés dans l'enceinte des ports, aéroports, gares ferroviaires et routières;

- de la gestion de la cellule de coordination du système générales de préférences commerciales dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par un texte particulier.

(2) La Chambre peut, dans les conditions de droit commun, être concessionnaire de service public.

(3) La Chambre peut prendre des participations dans les entreprises financières, commerciales, industrielles ou des prestations de service.

Chapter IV**Specific Duties**

13. (1) The Chamber may set up, acquire, manage or lease out, in accordance with the clauses and general specifications, commercial establishments or enterprises, including bonded warehouses, auction houses, trade schools, packaging stores or any other installations.

(2) The Chamber may receive, acquire or manage similar establishments, at the request of their founder and in keeping with the terms and conditions mutually agreed upon.

(3) The rules and rates applied to the businesses or establishments mentioned above shall be determined in keeping with ordinary law requirements.

14. (1) The Chamber shall be responsible for:

- the management of economic, commercial and technological information centres;

- the management of business registration centres and authorized management centres;

- the management of bonded warehouses in seaports, airports, train and bus stations;

- the management of the coordination unit of the generalized system of trade preferences, whose organization and functioning shall be laid down by a special instrument.

(2) The Chamber may, in keeping with ordinary law requirements, act as a public service concessionary.

(3) The Chamber may take stakes in financial, commercial, industrial or service enterprises.

(4) La Chambre peut entreprendre des travaux d'infrastructure dans l'intérêt du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, des mines ou des prestations de service.

(5) La Chambre participe aux rencontres, comités et commissions que le Gouvernement organise à son initiative ou à celle des bailleurs de fonds, des institutions internationales et auxquels le secteur privé est impliqué. A ce titre, elle assure la coordination de la participation du secteur privé au comité interministériel élargi au secteur privé.

Art. 15.- (1) La Chambre peut saisir le ministre de tutelle ou tout autre ministre de toute question intéressant le fonctionnement des services qui lui sont confiés.

(2) La Chambre peut coopérer directement avec d'autres Chambres consulaires, tout organisme à caractère économique, ainsi qu'avec les administrations nationales, étrangères ou multinationales pour toutes questions entrant dans ses attributions, sous réserve d'en informer le ministre de tutelle et le ministre chargé des Relations Extérieures.

Art. 16.- La Chambre peut procéder à des conciliations en cas de litige entre ses ressortissants d'une part, et, d'autre part, entre ceux-ci et des entreprises étrangères. A cet effet, la Chambre peut créer des centres d'arbitrage.

Titre III

De l'organisation et du fonctionnement

Art. 17.- La Chambre comprend:

- une Assemblée plénière;
- un Bureau exécutif;
- des délégations;
- des services administratifs.

Chapitre 1^{er}

De l'Assemblée plénière

Art. 18.- L'Assemblée plénière est l'organe

(4) The Chamber may undertake infrastructure projects in the interest of trade, industry, handicrafts, mines and service provision.

(5) The Chamber shall participate at meetings, committees and commissions organized by Government on its initiative or on the initiative of funding bodies and international institutions and involving the private sector. As such, it shall coordinate private sector participation at the inter-ministerial committee, expanded to include the private sector.

15. (1) The Chamber may refer any question concerning the functioning of its assigned services to the supervisory minister or any other minister.

(2) The Chamber may cooperate directly with other trades chambers, any agency of an economic nature as well as national, foreign or multinational bodies with respect to any issue falling within its scope, subject to informing the supervisory minister and the Minister in charge of External Relations.

16. The Chamber may carry out conciliation with respect to disputes amongst its members on the one hand, and those between its members and foreign enterprises. To this end, the Chamber may set up arbitration centres.

Part III

Organization and Functioning

17. The Chamber shall comprise:

- a Plenary Meeting;
- an Executive Bureau;
- delegations;
- administrative services.

Chapter I

The Plenary Meeting

18. The Plenary Meeting shall be the

suprême de délibération de la Chambre. Elle comprend cent soixante (160) membres élus suivant les modalités définies par un texte particulier.

Art. 19.- (1) L'Assemblée plénière est composée des quatre (4) sections ci-après :

- la " Section commerciale ";
- la " Section industrie et Mines ";
- la " Section artisanat ";
- la " Section prestations de services ".

(2) Chaque section est subdivisée en sous-sections.

(3) La répartition des sièges par section et sous-section se fait en fonction de l'importance économique de chaque section, par arrêté du ministre chargé du commerce sur proposition de la Chambre.

(4) Les modalités de fonctionnement des sections et sous-sections sont définies dans le règlement intérieur.

Art. 20.- (1) L'Assemblée plénière se réunit en session ordinaire une fois par semestre sur convocation de son président.

(2) Lorsque les circonstances l'exigent, des réunions extraordinaires peuvent être convoquées par le président, soit à sa propre initiative, soit à l'initiative des deux tiers (2/3) des membres composant l'Assemblée plénière ou à la demande du ministre de tutelle.

Art. 21.- (1) La Chambre délibère en Assemblée plénière, toutes sections réunies.

(2) Les réunions de l'Assemblée plénière sont présidées par le président du Bureau Exécutif et en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des vice-présidents, dans l'ordre de préséance.

(3) Tout membre absent ou empêché peut se faire représenter par un autre membre appartenant à la même section.

supreme executive organ of the Chamber. It shall comprise 160 (one hundred and sixty) members elected pursuant to the conditions laid down by a separate instrument.

19. (1) The Plenary Meeting shall comprise the following 4 (four) sections:

- the "Commercial Section";
- the "Industry and Mines Section";
- the "Craft Section";
- the "Service Provision Section".

(2) Each section shall be sub-divided into sub-sections.

(3) The distribution of seats by section and sub-section shall be done on the basis of the economic importance of each section, by order of the Minister in charge of Commerce after recommendation by the Chamber.

(4) The method of functioning of the sections and subsections shall be defined by the internal rules and regulations.

20. (1) The Plenary Meeting shall meet in ordinary session once every six months when convened by its chairman.

(2) Where the circumstances so require, extraordinary meetings may be convened by the chairman, either on his initiative or on the initiative of 2/3 (two-thirds) of the members who make up the Plenary Meeting, or at the request of the supervisory minister.

21. (1) The Chamber, comprising all sections, shall take decisions in the Plenary Meeting.

(2) Plenary Meetings shall be chaired by the chairman of the Executive Bureau, and where he is unavoidably absent, by one of the vice-chairmen in the order of precedence.

(3) Any member who is absent or unavailable may ask to be represented by another member belonging to the same section.

Toutefois, aucun membre ne peut être porteur de plus d'un mandat de représentation à la fois par session.

(4) A l'occasion des sessions de l'Assemblée plénière, les membres peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de transport et de séjour.

Art. 22.- (1) L'ordre du jour de chaque réunion de l'Assemblée plénière est adressé aux membres quinze (15) jours au moins avant la tenue de celle-ci, et au ministre de tutelle pour information. Ce délai peut être ramené à huit (8) jours en cas de session extraordinaire.

(2) Les procès-verbaux et les résolutions de l'Assemblée plénière sont consignés dans un registre. Un relevé des résolutions est transmis au ministre de tutelle dans les conditions fixées à l'article 27 alinéa 4 ci-dessous.

Art. 23.- (1) Le ministre de tutelle peut faire inscrire des questions à l'ordre du jour des réunions de la Chambre. Dans ce cas, l'affaire ainsi inscrite ne peut être examinée au fond qu'en sa présence ou celle de son représentant.

(2) Le ministre de tutelle ou d'autres membres du Gouvernement peuvent également assister ou se faire représenter aux réunions de la Chambre sur invitation de son président, au cas où certaines questions inscrites à l'ordre du jour relèveraient de leurs compétences respectives.

Art. 24.- (1) Les délibérations sont prises à la majorité simple des votants. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

(2) Le vote ne peut être émis que si la majorité simple au moins des membres composant l'Assemblée plénière est présente.

However, no member may hold more than one proxy at any given session.

(4) During sessions of the Plenary Meeting, members shall be entitled to a refund of their travel and subsistence expenses.

22. (1) The agenda of each Plenary Meeting must be forwarded to members at least 15 (fifteen) days earlier, as well as to the supervisory minister for information. This time-limit may be reduced to 8 (eight) days in the event of an extraordinary session.

(2) Minutes and resolutions of the Plenary Meeting shall be entered in a register. A statement of the resolutions shall be forwarded to the supervisory minister under the conditions laid down in 27(4) below.

23. (1) The supervisory minister may request that certain items be included on the agenda of the Chamber's meeting. In such case, the item thus included may be considered substantively only in the presence of the minister or his representative.

(2) The supervisory minister or other members of Government may equally attend or be represented at meetings of the Chamber at the invitation of its chairman, where some of the agenda items fall within their respective jurisdictions.

24. (1) Decisions shall be taken by a simple majority of voting members. In the event of a tie, the chairman shall have a casting vote.

(2) The vote may be valid only where at least a simple majority of members who make up the Plenary Meeting are present.

Chapitre II

Du bureau exécutif

Art. 25.- (1) La Chambre est administrée par un Bureau Exécutif qui doit autant que possible refléter la configuration de l'Assemblée plénière telle que prévue à l'article 19 alinéa (1) ci-dessus. Il comprend:

- un président;
- trois (3) vice-présidents;
- un trésorier général;
- un rapporteur;
- deux représentants des délégations;
- les présidents de section ou, en cas d'empêchement, les vice-présidents.

(2) Le président est nommé par décret du Président de la République parmi les 160 membres élus.

(3) Les autres membres du Bureau exécutif sont élus suivant les dispositions précisées dans un texte particulier.

Art. 26.- (1) La durée du mandat des membres du Bureau exécutif est de quatre (4) ans. Le mandat est renouvelable.

(2) L'ordre de préséance des vice-présidents est déterminé au moment des élections des membres du Bureau exécutif.

Art. 27.- (1) Le Bureau Exécutif se réunit sur convocation de son président. Il ne peut valablement délibérer que lorsque 2/3 au moins des membres sont présents ou représentés. Toutefois, aucun membre ne peut être porteur de plus d'un mandat par réunion.

(2) Les décisions du Bureau exécutif sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

(3) Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre, et sont signés par le président et par le rapporteur de séance. Ils font mention des membres

Chapter II

The Executive Bureau

25. (1) The Chamber shall be run by an Executive Bureau which, as much as possible, should reflect the composition of the Plenary Meeting as provided for in 19(1) above. It shall comprise:

- a chairman;
- 3 (three) vice-chairmen;
- a treasurer-general;
- a rapporteur;
- two representatives of delegations;
- the heads of sections or, where they are unavoidably absent, the assistant heads of sections.

(2) The chairman shall be appointed by decree of the President of the Republic from among the 160 elected members.

(3) The other members of the Executive Bureau shall be elected according to provisions laid down in a separate enactment.

26. (1) The term of office of members of the Executive Board shall be 4 (four) years, renewable.

(2) The order of precedence of the vice-chairmen shall be defined during the election of members of the Executive Bureau.

27. (1) The Executive Bureau shall meet when convened by its chairman. It may deliberate validly only where 2/3 (two-thirds) of the members are present or represented. However, no member may hold more than one proxy at any given meeting.

(2) Decisions of the Executive Bureau shall be taken by a simple majority of votes cast. In the event of a tie, the chairman shall have a casting vote.

(3) Minutes of meetings shall be kept in a register and signed by the pro-tem chairman and rapporteur. They shall include the names of members present or

Art. 30.- (1) Les fonctions de membre du Bureau exécutif sont gratuites. Toutefois, les membres perçoivent une indemnité de session à l'occasion de chaque réunion. A cette occasion, les frais de transport et de séjour des membres du Bureau exécutif résidant hors du siège ou de toute personne invitée à prendre part aux travaux sont à la charge de la Chambre.

(2) Le président, les vice-présidents et les représentants des délégations perçoivent en outre une indemnité mensuelle de représentation.

(3) Les indemnités prévues aux alinéas (1) et (2) ci-dessus sont fixées par l'Assemblée plénière sur proposition du Bureau exécutif.

Art. 31.- (1) Le Bureau exécutif dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion administrative et financière de la Chambre. A ce titre et sans que cette énumération soit limitative, il:

- fixe l'organisation des services administratifs;

- arrête le projet de budget ainsi que les comptes des exercices antérieurs à soumettre à l'approbation de l'Assemblée plénière;

- soumet à l'Assemblée plénière les propositions d'emprunts et d'aliénation des titres de participation, obligation et biens immeubles; - -

- accepte les dons et legs dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur;

- autorise la passation des marchés conformément à la réglementation en vigueur;

- fixe le statut du personnel et détermine, dans le cadre des lois et règlements, les conditions de recrutement, d'avancement et de licenciement;

30. (1) The duty of member of the Executive Bureau shall be honorary. However, members shall receive a sitting allowance during each meeting. On such occasion, the travel and subsistence expenses of members of the Executive Bureau residing outside the headquarters, or those of any person invited to attend the proceedings, shall be borne by the Chamber.

(2) The chairman, vice-chairman and representatives of delegations shall, in addition, receive a monthly entertainment allowance.

(3) The allowances provided for in (1) and (2) above shall be fixed by the Plenary Meeting after recommendation by the Executive Bureau.

31. (1) The Executive Bureau shall have extensive powers with respect to the administrative and financial management of the Chamber. As such, it shall inter alia:

- lay down the organisation of the administrative services;

- draw up the draft budget as well as the accounts of previous fiscal years to be submitted to the Plenary Meeting for approval;

- submit to the Plenary Meeting, all proposals pertaining to loans and transfer of securities, bonds and immovable property;

- accept all gifts and bequests under the conditions provided for by the regulations in force;

- authorize procurement contracts in accordance with the rules in force;

- lay down the staff rules and regulations and determine, within the context of laws and regulations, conditions for recruitment, promotion and dismissal;

- recrute et licencie le personnel cadre et procède à la nomination à diverses fonctions sur proposition du président;

- fixe le régime de gratification et des indemnités professionnelles;

- arrête les tableaux des emplois et effectifs maxima du personnel;

- autorise le règlement de tout litige à incidence financière d'un montant supérieur à dix millions (10.000.000) F CFA.

(2) Le Bureau exécutif-est responsable devant l'Assemblée plénière.

Art. 32.- (1) Le président du Bureau exécutif préside la Chambre. A ce titre et sans que cette énumération soit limitative, il est:

- le représentant légal de la Chambre dans tous les actes de la vie civile et en justice;

- le garant de l'exécution des décisions de l'Assemblée plénière.

Il assure en outre la gestion administrative et financière de la Chambre dans le cadre des pouvoirs qui lui sont dévolus par l'Assemblée plénière et le Bureau exécutif.

(2) Le président de la Chambre peut déléguer ou subdéléguer certaines de ses fonctions aux vice-présidents, au trésorier général, aux chefs des délégations, ou au secrétariat général de la Chambre.

(3) En cas de vacance définitive par décès, démission ou incapacité juridique ou physique permanente du président de la Chambre, ses fonctions sont assurées par l'un des vice-présidents dans l'ordre de préséance jusqu'à ce qu'il soit pourvu à son remplacement.

Art. 33.- Le secrétaire général participe aux réunions de la Chambre avec voix consultative. Il assiste le rapporteur au secrétariat.

- recruit and dismiss senior staff and make appointments to the various posts, on the proposal of the chairperson;

- fix the scale of bonuses and professional allowances;

- draw up charts with regard to posts and maximum staff strength;

- authorize the settlement of any dispute with a financial incidence exceeding 10,000,000 (ten million) CFA francs.

(2) The Executive Bureau shall be answerable to the Plenary Meeting.

32. (1) The chairman of the Executive Bureau shall preside over the Chamber, as such, he shall, inter alia:

- be the legal representative of the Chamber in all acts of civil life and before the courts of law;

- guarantee the execution of decisions of the Plenary Meeting.

He shall, in addition, be responsible for the administrative and financial management of the Chamber in keeping with the powers devolved on him by the Plenary Meeting and the Executive Bureau.

(2) The chairman of the Chamber may delegate or sub-delegate some of his duties to the vice-chairmen, the treasurer-general, the heads of delegations or the general secretariat of the Chamber.

(3) In case of permanent vacancy following death, resignation or permanent legal or physical disability of the chairman of the Chamber, one of the vice-chairmen in the order of precedence shall deputize until he is replaced.

33. The secretary-general shall attend meetings of the Chamber in an advisory capacity. He shall assist the rapporteur in the secretarial duties.

Art. 34.- Les attributions des vice-présidents, du trésorier général, du rapporteur, des délégués, des présidents et vice-présidents de sections ainsi que celles du secrétaire général sont fixées par le règlement intérieur.

Chapitre III Des délégations

Art. 35.-(1) Sous l'autorité de la Chambre, les délégations exercent dans leur ressort de compétence territoriale, les missions qui leur sont dévolues et prévues dans le règlement intérieur de la Chambre.

(2) D'autres délégations peuvent en tant que de besoin, être créées sur délibération de l'Assemblée plénière après approbation de l'autorité de tutelle.

Chapitre IV Des services administratifs

Art. 36.- (13) Sous l'autorité du président de la Chambre, les services administratifs sont placés sous la coordination d'un secrétaire général nommé en Assemblée plénière sur proposition du Bureau exécutif.

(2) L'organisation et le fonctionnement des services administratifs de la Chambre sont arrêtés par le Bureau exécutif, sur proposition de son Président.

Titre V Des dispositions financières

Chapitre I Des ressources

Art. 37.- (1) Les ressources de la Chambre sont constituées:

- du revenu de ses biens meubles ou immeubles;
- des dons, legs et fondations;
- de la subvention inscrite chaque année au budget de l'Etat;
- des prélèvements effectués sur les fonds de réserve dans les conditions prévues

34. The duties of the vice-chairman, the treasurer-general, the rapporteur, the delegates, the heads and deputy heads of sections as well as those of the secretary-general shall be defined by the internal rules and regulations.

Chapter III Delegations

35. (1) Under the authority of the Chamber, the delegations shall, within their area of jurisdiction, carry out the missions devolving upon them and provided for in the internal rules and regulations.

(2) Other delegations may be set up, as and when necessary, by decision of the Plenary Meeting and after approval by the supervisory authority.

Chapter IV Administrative Services

36. (1) Under the authority of the chairman of the Chamber, the administrative services shall be placed under the coordination of a secretary-general appointed by the Plenary Meeting on the proposal of the Executive Bureau.

(2) The organization and functioning of the administrative services of the Chamber shall be laid down by the Executive Bureau, after recommendation by its chairman.

Part V Financial Provisions

Chapter I Resources

37. (1) The resources of the Chamber shall derive from:

- income from its movable or immovable property;
- gifts, bequests and foundations;
- grants charged each year to the State budget;
- deductions from the reserve fund under conditions provided for in the financial

dans le règlement financier;
- des emprunts autorisés;
- de toutes autres ressources affectées à la Chambre par la loi;
- des recettes diverses.

(2) Les ressources de la Chambre sont des deniers publics.

(3) Les ressources de la Chambre doivent être déposées dans un établissement de crédit régulièrement agréé par l'autorité monétaire.

Chapitre II

Des dépenses

Art. 38.- Les dépenses de la Chambre comprennent:

- des dépenses obligatoires;
- les autres dépenses.

Art. 39.- Les dépenses obligatoires couvrent:

- le traitement du personnel;
- l'acquittement de dettes exigibles;
- les dépenses courantes de fonctionnement;
- les dépenses d'exploitation des établissements gérés par la Chambre.

Art. 40.- L'Assemblée plénière peut voter des crédits pour des dépenses imprévues qui ne peuvent excéder le dixième du budget.

Art. 41.- Les contrats d'engagement du personnel cadre, les baux, et d'une manière générale, toutes les dépenses non expressément prévues au budget sont soumises à l'appréciation préalable du Bureau exécutif, conformément à l'article 31 ci-dessus.

Chapitre III

De la gestion financière

Art. 42.- Le président est l'ordonnateur principal du budget de la Chambre.

Art. 43.- La Chambre établit annuellement un budget équilibré en recettes et en

regulations;
- authorized borrowing;
- any other resources allocated to the Chamber by law;
- sundry revenue.

(2) The resources of the Chamber shall be public funds.

(3) The resources of the Chamber shall be deposited in a credit establishment duly approved by the monetary authority.

Chapter II

Expenditure

38. The expenditure of the Chamber shall comprise:

- mandatory expenditure;
- sundry expenditure.

39. Mandatory expenditure shall cover:

- personnel salaries;
- the discharge of debts due;
- recurrent expenditure;
- operating expenses of establishments managed by the Chamber.

40. The Plenary Meeting may authorize appropriation for contingencies, not exceeding one-tenth of the budget.

41. Recruitment contracts for senior staff, rents and in general, all expenditure not expressly provided for in the budget, shall be subject to prior consideration by the Executive Bureau pursuant to Article 31 above.

Chapter III

Financial Management

42. The chairman shall be the Chief Authorizing Officer of the Chamber.

43. The Chamber shall draw an annual budget balanced in income and expenditure.

dépenses. L'exercice budgétaire de la Chambre correspond à un exercice fiscal.

Art. 44.- (1) Lorsque le budget de la Chambre n'a pu être adopté dans les délais impartis, le président du Bureau exécutif peut reconduire le budget de l'exercice écoulé par douzièmes provisoires pendant une période n'excédant pas quatre (4) mois.

(2) Toutefois, lorsqu'à l'issue de la période susvisée, le budget n'a toujours pas été voté, rendant impossible le fonctionnement de la Chambre, le président du Bureau exécutif est habilité à reconduire le budget écoulé dans les mêmes formes pour une période de huit (8) mois.

Chapitre IV

De la comptabilité

Art. 45.- La comptabilité de la Chambre s'effectue suivant les règles de la comptabilité commerciale.

Art. 46.- (1) Les opérations comptables sont effectuées par le trésorier général de la Chambre dans les conditions précisées dans le règlement financier prévu à l'article 54 ci-dessous.

(2) Le trésorier général peut subdéléguer certains de ses pouvoirs.

Art. 47.- (1) Le contrôle des comptes de la Chambre est assuré par un ou plusieurs commissaires aux comptes, experts-comptables agréés à la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, nommés par l'Assemblée plénière sur proposition du Bureau exécutif.

(2) Le ou les commissaires aux comptes dressent à l'attention de l'Assemblée plénière de la Chambre, un rapport après chaque contrôle, lequel est soumis au préalable au président de la Chambre pour observation.

Art. 48.- (1) Le président soumet à l'Assemblée plénière pour approbation, au cours du deuxième trimestre qui suit la fin de

The budgetary year of the Chamber shall correspond to its fiscal year.

44. (1) Where the budget of the Chamber is not adopted within the prescribed time-limit, the chairman of the Executive Bureau may renew the budget of the previous fiscal year by provisional one-twelfth for a period not exceeding 4 (four) months.

(2) However, where, at the end of the period mentioned above the budget is still not voted, thereby rendering the functioning of the Chamber impossible, the chairman of the Executive Bureau shall be empowered to renew the previous budget following the same procedure, for a period of 8 (eight) months.

Chapter IV

Accounts

45. The accounts of the Chamber shall be settled in accordance with the rules of commercial accounting.

46.(1) Accounting operations shall be carried out by the treasurer-general of the Chamber under conditions laid down in the financial regulations provided for in Article 54 below.

(2) The treasurer-general may sub-delegate some of his powers.

47. (1) The accounts of the Chamber shall be audited by one or more auditors, chartered accountants approved by the Economic and Monetary Community of Central Africa, appointed by the Plenary Meeting on the proposal of the Executive Bureau.

(2) The auditor(s) shall prepare, for the consideration of the Plenary Meeting of the Chamber, a report after each audit, which shall first be submitted to the chairman of the Chamber for observation.

48. (1) The chairman, during the second quarter following the end of the fiscal year, shall submit the financial accounts of the

l'exercice, les comptes financiers de l'exercice écoulé, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes.

(2) Un rapport annuel sur la gestion financière de la Chambre accompagné de comptes financiers approuvés par l'Assemblée plénière et le rapport du commissaire aux comptes sont adressés au ministre de tutelle et au ministre chargé des finances.

Art. 49.- Le commissaire aux comptes perçoit des honoraires forfaitaires annuels dont le montant est déterminé par le Bureau exécutif de la Chambre.

Art. 50.- En vertu des dispositions de l'article 37 alinéa 2 qui confère la qualité de deniers publics aux ressources de la Chambre, les organes spécialisées de l'Etat peuvent le cas échéant effectuer un contrôle a posteriori sur la gestion de la Chambre.

Art. 51.- (1) En cas de malversations ou d'atteinte à la fortune publique dûment établies soit par le ou les commissaires aux comptes, soit par un audit réalisé par des experts qualifiés et requis à la demande du ministre de tutelle, du ministre chargé des finances, du président de la Chambre ou des 2/3 des membres, l'Assemblée plénière se réunit en session extraordinaire pour statuer.

(2) Après audition du mis en cause et sans préjudice des poursuites judiciaires, l'Assemblée plénière peut prononcer l'une des sanctions ci-après:

- la suspension de certains pouvoirs;

- la suspension de fonction avec effet immédiat, ou le cas échéant, assortie d'une demande de révocation adressée à l'autorité de nomination.

(3) Le vote sanction prévu à l'alinéa 2 ci-dessus -se fait à la majorité des 2/3 des membres.

previous fiscal year as well as the auditor's report, to the Plenary Meeting for approval.

(2) An annual report on the financial management of the Chamber, accompanied by the financial accounts approved by the Plenary Meeting and the auditor's report, shall be forwarded to the supervisory minister and the minister in charge of finance.

49. The auditor shall receive a fixed annual fee, whose amount shall be laid down by the Executive Bureau of the Chamber.

50. By virtue of Article 37(2) which grants the status of public funds to resources of the Chamber, the specialized State organs shall, where necessary, conduct a post-audit of the management of the Chamber.

51. (1) In case of misappropriation or embezzlement of public funds duly established by the auditor(s), or through an audit carried out by qualified experts at the request of the supervisory minister, the minister in charge of finance, the chairman of the Chamber or 2/3 of members, the Plenary Meeting shall meet in extraordinary session to take a decision.

(2) After hearing the indicted person, and without prejudice to legal proceedings, the General Meeting shall hand down the following sanctions:

- suspension of certain powers;

- suspension from duty with immediate effect or, where necessary, coupled with by a request for dismissal to the appointing authority.

(3) The vote of censure provided for in sub. 2 above shall be by a 2/3 majority of members.

Titre VI**Des dispositions diverses**

Art. 52.- (1) Les discussions et délibérations politiques ou confessionnelles sont interdites à la Chambre.

(2) Les résolutions prises en dehors des attributions de la Chambre ou contraires aux dispositions légales ou réglementaires sont nulles et de nul effet. Cette nullité est constatée par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 53.- (1) La Chambre tient un registre de ses délibérations. Le procès-verbal adopté de chaque Assemblée plénière est transmis dans les quinze (15) jours au ministre de tutelle.

(2) Tout ressortissant intéressé peut prendre connaissance des procès-verbaux des délibérations, selon les modalités définies dans le règlement intérieur.

(3) La Chambre établit annuellement un compte rendu général de ses activités appelé rapport annuel qu'elle adresse au Gouvernement sous couvert du ministre de tutelle.

Art. 54.- La Chambre établit un règlement intérieur et un règlement financier qui sont approuvés par l'Assemblée plénière.

Art. 55. Il est institué un fonds de réserve alimenté par:

- l'excédent du budget général de la Chambre;
- les excédents des établissements ou services gérés;
- toute autre ressource extraordinaire.

Art. 56.- (1) L'Assemblée plénière peut être dissoute par décret du Président de la République sur proposition du ministre de tutelle dans les cas suivants:

- lorsqu'elle ne se réunit pas pendant douze (12) mois consécutifs au cours d'un mandat;

Part VI**Sundry Provisions**

52. (1) Political or denominational discussions or deliberations shall be forbidden at the Chamber.

(2) Resolutions taken outside the scope of the Chamber or contrary to the laws or regulations shall be null and void. Such nullity shall be established by order of the supervisory minister.

53. (1) The Chamber shall keep a register of its deliberations. The adopted minutes of each Plenary Meeting shall be forwarded within 15 (fifteen) days to the supervisory minister.

(2) Any interested member may consult the minutes of deliberation in accordance with the procedure laid down in the internal rules and regulations.

(3) The Chamber shall, annually, draw up a general progress report called the annual report, to be forwarded to the Government through the supervisory minister.

54. The Chamber shall draw up internal rules and regulations and financial regulations which shall be approved by the Plenary Meeting.

55. A reserve fund is hereby set up. Its resources shall derive from:

- the surplus of the Chamber's general budget;
- the surpluses of the establishments or services managed;
- any other non-budgetary resources.

56. (1) The Plenary Meeting may be dissolved by decree of the President of the Republic on the proposal of the supervisory minister in the following cases:

- where it does not meet for 12 (twelve) consecutive months during a given term of office;

- lorsqu'elle s'abstient de remplir ses obligations et plus généralement lorsque son fonctionnement est devenu impossible pendant cette période;

- lorsqu'elle entretient en son sein des discussions à caractère politique ou confessionnel.

(2) Dans ces cas, le décret constatant sa dissolution pourvoit à la désignation du bureau provisoire chargé de l'expédition des affaires courantes et en désigne les membres au sein de l'Assemblée plénière sortant.

(3) Le bureau provisoire prévu à l'alinéa (2) ci-dessus est tenu d'organiser, dans les douze (12) mois, les élections devant conduire à l'installation d'une nouvelle Assemblée plénière, suivant les configurations prévues aux articles 18 et 19 cidessus.

Art. 57.- (1) Lorsque les élections pour le renouvellement de la Chambre n'ont pas eu lieu dans les délais prévus pour cas de force majeure, celle-ci fonctionne sous la responsabilité du Bureau exécutif.

(2) L'Assemblée plénière et les sections ne peuvent siéger pendant la période intérimaire. Dans ce cas, l'exercice de leurs compétences est transféré au Bureau exécutif.

Art. 58.- (1) Seuls les membres de la Chambre peuvent délibérer au cours de l'Assemblée plénière, des réunions de sections, et être mandatés par la Chambre pour la représenter aux différentes manifestations auxquelles elle est invitée.

(2) Toutefois, pour la durée du mandat visé à l'alinéa (1) ci-dessus, la Chambre peut désigner, en raison de leur compétence, des correspondants dans les localités où elle n'est pas représentée ainsi que des membres associés dans ceux des secteurs non représentés à l'Assemblée plénière.

(3) Les correspondants et les membres associés sont désignés par le Bureau exécutif,

- where it fails to carry out its obligations and more generally, when its functioning becomes impossible during this period;

- where it engages in political or denominational discussions.

(2) In such case, the decree dissolving it shall appoint a provisional bureau to handle day-to-day matters, and appoint its members from within the outgoing Plenary Meeting.

(3) The provisional bureau provided for in sub (2) above shall be bound to organize, within 12 (twelve) months, elections leading to the installation of a new Plenary Meeting according to the composition provided for in Articles 18 and 19 above.

57. (1) Where new elections to the Chamber are not held within the time-limit provided for owing to force majeure, the Chamber shall be managed by the Executive Bureau.

(2) The Plenary Meeting and the sections may not sit during the interim period. In such case, the exercise of their duties shall be transferred to the Executive Bureau.

58. (1) Only members of the Chamber may deliberate during the Plenary Meeting, section meetings, or be authorized by the Chamber to represent it at different events to which it is invited.

(2) However, for the duration of the period referred to in sub (1) above, the Chamber may appoint, on account of their competence, correspondents in areas where it is not represented as well as associate members in sectors not represented in the Plenary Meeting.

(3) Correspondents and associate members shall be appointed by the Executive

sur proposition du président.

(4) Ils peuvent participer à l'Assemblée plénière, aux réunions de sections et aux travaux des commissions avec voix consultative.

Art. 59.- (1) Les anciens présidents et vice-présidents de la Chambre peuvent acquérir la qualité de président honoraire suite à une résolution de l'Assemblée plénière.

(2) Les anciens membres de la Chambre peuvent également, sur résolution de l'Assemblée plénière, acquérir la qualité de membre honoraire.

Art. 60.- Le personnel de la Chambre est régi par le Code du Travail.

Titre VII

Dispositions transitoires et finales

Art. 61.- A titre transitoire, le Bureau actuel de la Chambre restera en fonction jusqu'à l'installation de la nouvelle Chambre qui doit intervenir dans un délai maximum de douze (12) mois à compter de la date de publication du présent décret.

Art. 62.- Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret 86-231 du 13 mars 1986 portant statuts de la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines.

Art. 63.- Le ministre chargé du commerce et le ministre chargé des finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 novembre 2001.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Bureau, after recommendation by the Chairman.

(4) They may attend the Plenary Meeting, section meetings and meetings of commissions in an advisory capacity.

59. (1) Former chairmen and vice-chairmen of the Chamber may acquire the status of honorary chairman, following a resolution of the Plenary Meeting.

(2) Former members of the Chamber may equally acquire the status of honorary member, following a resolution of the Plenary Meeting.

60. Personnel of the Chamber shall be governed by the Labour Code.

Part VII

Transitional and Final Provisions

61. The current Bureau of the Chamber shall remain in office provisionally, until the installation of the new Chamber, which shall take within a maximum period of 12 (twelve) months with effect from the date of publication of this decree.

62. All previous provisions repugnant hereto notably Decree No. 86/231 of 13 March 1986 to lay down the rules and regulations governing the Chamber of Commerce, Industry and Mines, are repealed.

63. The Minister in charge of Commerce and the Minister in charge Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 November 2001.

Paul Biya,
President of the Republic.